

<https://ricochets.cc/La-precarite-tue-et-en-realite-le-gouvernement-Macron-se-moque-completement-des-etudiants.html>



En réalité, le gouvernement Macron se moque complètement des étudiants !

- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 14 novembre 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le gouvernement, d'un seul coup, suite à l'immolation d'un étudiant à Lyon le 8 novembre 2019, fait semblant de découvrir la précarité des étudiants...!

Mais si le gouvernement macroniste s'inquiétait vraiment de la précarité des étudiants, il aurait agit bien avant !

Le gouvernement a très peur que la révolte étudiante augmente et rejoignent les gilets jaunes et tous les autres

Là ministres et président Macron en alerte font semblant de s'inquiéter du sujet (*voir article cité en bas de cette page*), voire annoncent quelques mesurette, mais **c'est uniquement par peur que la révolte étudiante augmente et rejoignent les gilets jaunes et tous les autres.**



La précarité tue - En réalité, le gouvernement Macron se moque complètement des étudiants !

Etudiants, ne tombez pas dans le piège des promesses gouvernementales, des mesurette et de l'enfumage via une commission ou un Â« grand débat Â» sur la vie étudiante.

Ne vous faites pas avoir par vos directions syndicales réformistes qui chercheront sans doute à négocier et à apaiser (selon les souhaits du régime) pour que la situation retourne à la normale et que vous restiez bien sages, comme les lycéens en décembre 2018 que la police avait réprimé féroce ?!

Merdias et gouvernement chercheront à vous diviser, à traiter les étudiants plus déterminés de Â« casseurs Â», de Â« violents illégitimes Â» et Â« d'éléments extérieurs Â».

Les gouvernements sont maîtres dans l'art d'enfumer et de réduire les colères à des petites revendications catégorielles, à des défoulements ou à des problèmes personnels (tendance suicidaire, fragilité...), alors que tout le monde sait que le problème est bien plus profond.

Les problèmes sont structurels, le problème c'est l'absence de démocratie réelle et la tyrannie qui règne par la force des flics, des merdias et des tribunaux aux ordres, le problème c'est notre impuissance politique et économique, c'est l'économie de marché qui nous dresse à la compétition de tous contre tous déjà à l'école, c'est le marché du travail qui a besoin de précaires et de chômeurs pour maintenir les salaires bas et les profits faramineux d'actionnaires déjà richissimes, c'est l'idéologie de Croissance qui détruit le climat, le vivant et notre avenir vivable, c'est les loyers qui augmentent toujours conformément aux lois de l'offre et de la demande, c'est Â« l'uberisation Â» du travail et de la vie, c'est la marchandisation de tout, c'est la destruction accélérée des liens humains authentiques, c'est les idées et pratiques néo-fascistes du gouvernement et de ses merdias, c'est la surveillance et la répression policière toujours plus fortes, etc.

à nous tous de faire l'inverse de ce que souhaite le gouvernement pour sa survie

Donc, à nous tous et toutes de faire l'inverse de ce que souhaite le gouvernement pour sa survie précaire. **Ne restons pas cantonnés dans des revendications catégorielles qui ne font pas le poids face au rouleau**

En réalité, le gouvernement Macron se moque complètement des étudiants !

compresseur ultralibéral décomplexé imposé à coup de LDB dans la gueule un secteur après l'autre, qui au mieux n'obtiennent que des miettes ou des non-reculs, visons plutôt des changements radicaux et profonds.

C'est à dire pas seulement imposer la démission du gouvernement et du président tyran Macron, mais **la destitution des institutions antidémocratiques, la critique radicale du capitalisme et du modèle économique de croissance, la destitution de tous les lobbies capitalistes et de leurs bases matérielles** (propriétés, capitaux...). Avec l'objectif parallèle de bâtir des démocraties directes, des assemblées partout, des structures autogérées décentralisées, des coopératives à but non lucratif, etc.

La précarité tue, mais la précarité et la destruction du vivant sont inhérentes au système mortifère dont le gouvernement et le tyran en chef Macron sont les promoteurs et les artisans sans pitié.

La précarité tue, et on ne l'arrêtera pas avec des réformettes et des dialogues Â« constructifs Â» et Â« démocratiques Â» avec des tyrans aux mains tachées de sang, on arrêtera toutes les formes de précarités seulement si on impose des changements radicaux dans tous les domaines.

Le Â« retour à la normale Â» est le carburant empoisonné de la précarité et de toutes les saloperies voulues ou induites par le système en place.

La précarité tue, la lutte et la solidarité sont nos armes.

RDV les 15-16-17 novembre dans les rues, les ronds points et autres avec les Gilets jaunes.

RDV à partir du 5 décembre pour une grève générale longue et dure, avec moult blocages et autres manifs sauvages.



La précarité tue - En réalité, le gouvernement Macron se moque complètement des étudiants !

#laprecarietue

#revolutioneverywhere

Â« **Nous ne retournerons pas à la normalité, car la normalité était le problème Â»**

Echos internationaux entre les révoltes. #Chili #Chile #HongKong

Post-scriptum :

[Voici l'article du Monde](#) qui parle de la stratégie du gouvernement pour tenter de survivre en essayant de calmer à tout prix les étudiants :

Colère étudiante : Macron joue l'apaisement par crainte d'une coagulation sociale

Le gouvernement fait déjà face au mouvement des soignants, jeudi, au premier anniversaire des « gilets

jaunes », le 16, et à la mobilisation contre la réforme des retraites, le 5 décembre.

Opération déminage. Au lendemain d'une journée d'actions dans plusieurs universités en hommage à l'étudiant lyonnais qui s'est immolé par le feu en interpellant les pouvoirs publics sur la précarité, le gouvernement s'est efforcé de jouer l'apaisement, mercredi 13 novembre.

Au sein de l'exécutif, consigne a été passée de faire preuve de retenue. Lors du conseil des ministres, Emmanuel Macron a qualifié de « geste tragique » la tentative de suicide du jeune homme de 22 ans et exprimé « empathie » et « compassion » pour sa famille. Il a également demandé à ses ministres de s'assurer que la victime, Anas K., toujours hospitalisée entre la vie et la mort, bénéficie du « meilleur accompagnement possible ». Le gouvernement « a pris toute la mesure de ce drame », a assuré sa porte-parole, Sibeth Ndiaye, à l'issue du conseil.

Lire aussi Intrusion au ministère, conférence de Hollande annulée... : une journée d'actions pour dénoncer la précarité étudiante

Manifestement soucieux de prévenir un enlisement de la situation, le chef de l'Etat a demandé à ses troupes de faire preuve de « la plus grande vigilance ». Pas question de risquer une fronde générale de la jeunesse, dans un contexte social déjà extrêmement tendu. Entre les milliers de soignants, qui ont prévu de manifester jeudi 14 novembre pour réclamer des actions et des moyens pour « sauver l'hôpital public », les « gilets jaunes », qui entendent défilé deux jours plus tard pour fêter le premier anniversaire du lancement de leur mouvement, et la perspective d'une grève d'ampleur contre la réforme des retraites, à partir du 5 décembre, le risque d'une convergence des mobilisations existe.

Scénario noir

Un scénario noir, qui suscite une réelle inquiétude au sommet de l'Etat et au sein de la majorité. « Le président de la République et le premier ministre suivent les choses de près », assure l'entourage de M. Macron. « Le problème avec les étudiants, c'est qu'on sait quand ça démarre mais jamais quand et comment cela finit, soupire un député La République en marche (LRM). Il faut donc être très vigilant. Il n'y a pas d'autre option que d'apaiser. » Dans le groupe majoritaire à l'Assemblée, plusieurs élus se disent effrayés par « le climat délétère dans le pays ». « On est plusieurs à se dire : "Il ne manquait plus que les jeunes..." », témoigne l'un d'eux.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Immolation à Lyon : étudiants et enseignants sous le choc

Au sein du gouvernement, certains tentent de se rassurer, en soulignant que « pour l'instant, il n'existe pas un mouvement de masse des étudiants ». « Le blocage ne concerne qu'une seule fac », minimise un ministre. Cela concerne l'université Lyon-II, où étudiait le jeune homme qui s'est immolé, fermée depuis mercredi en raison de blocages menés par des étudiants. La veille, des incidents et des dégradations ont toutefois eu lieu en marge des rassemblements tenus dans la journée dans une quarantaine de villes en hommage à Anas K. et pour dénoncer la précarité étudiante. Cette même précarité que le jeune homme a lui-même racontée, dans un post sur Facebook, avant sa tentative de suicide.

Mardi, une grille d'entrée du ministère de l'enseignement supérieur a été arrachée, des cours ont été perturbés sur des campus de Paris, Lyon et Lille, où 300 à 400 personnes ont pénétré dans la faculté de droit et empêché l'ancien président de la République François Hollande de tenir une conférence. Certains ont également déchiré les pages de son dernier livre. Une éruption de colère qui donne des sueurs froides à certains élus macronistes. « Le risque que cela s'aggrave sur la manifestation du 5 est réel, redoute l'un d'eux. Les syndicats étudiants ne semblent pas capables de structurer à eux seuls une manifestation d'ampleur mais le danger, c'est que des étudiants rejoignent de manière spontanée les cortèges de la SNCF ou de la RATP. » « A ce stade, il n'y a pas de vrai risque de coagulation car toutes les revendications sont catégorielles », tempère un autre. Avant de s'interroger : « Quelle serait la revendication unitaire ? »

Pas de deux

« Rien ne peut justifier les violences », s'est émue mercredi la porte-parole du gouvernement, à l'unisson de nombreux responsables politiques, en appelant à « refuser toute instrumentalisation politique » sur ce sujet. Un pas de deux, théorisé à Matignon. « On doit à la fois trouver les mots justes pour répondre à une sincère émotion et à de

sincères préoccupations. Et en même temps, ne pas laisser passer l'inacceptable : refus du débat dans les facs, violences, injures à la République », résume l'entourage du premier ministre, Edouard Philippe.

Sauf qu'à trop vouloir condamner les violences, les macronistes ont parfois donné l'impression de manquer de compassion. A l'instar de la réaction de la secrétaire d'Etat chargée des affaires européennes, Amélie de Montchalin. « Je ne pense pas qu'on puisse dire que c'est un acte politique », a-t-elle déclaré mercredi matin, sur Public Sénat.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Dans les arcanes de la précarité étudiante

Au grand dam de certains membres de l'opposition et de la majorité. « Quand on donne le sentiment de passer à côté de la colère, ce sont les plus ultras, les plus durs, les plus violents, qui donnent le sentiment que c'est comme ça qu'on se fera entendre », a averti le président (ex-LR) de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, sur Europe 1. « Il ne faut pas chercher à caractériser cet acte, qui est dramatique, mais constater que cela appelle une réponse des pouvoirs publics », tranche à son tour un ministre.

« C'est une colère légitime, qui s'exprime, affirme le député LRM des Deux-Sèvres, Guillaume Chiche. Il ne faut pas nier la précarité des étudiants, qui est réelle. Un sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, ce n'est pas acceptable. Plutôt que de les mépriser, il faut rappeler les mesures que l'on a prises en leur faveur depuis le début du quinquennat et poursuivre notre action pour améliorer leur situation, principalement en matière de logement, de santé et de pouvoir d'achat. »

Les organisations étudiantes reçues jeudi matin

Avec l'espoir de faire baisser la pression. « Tout l'enjeu, c'est d'éviter un mouvement global et une contagion, résume un proche du chef de l'Etat. Pour y arriver, on doit montrer qu'on est dans l'écoute et le dialogue, sans être sourds à ce qu'il se passe dans le pays. » Signe de la mobilisation de l'exécutif, Gabriel Attal, le secrétaire d'Etat à la jeunesse, devait recevoir les organisations étudiantes représentatives jeudi matin, pour évoquer avec elles la situation. Une initiative à la demande du premier ministre.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Rentrée universitaire : le gouvernement face au chantier des aides sociales aux étudiants

Devant le Sénat, mercredi, le jeune membre du gouvernement a donné le ton. La précarité étudiante « est une dure réalité », a-t-il expliqué, reconnaissant qu'il fallait « faire mieux connaître » les dispositifs d'aide, parfois ignorés par les étudiants. Mieux, il a assuré que l'exécutif allait poursuivre ses réflexions sur l'instauration d'un revenu universel d'activité, réclamé par la plupart des associations étudiantes. « Beaucoup a été fait, pour autant on sait bien que des étudiants sont en difficulté. Nous souhaitons leur apporter une réponse structurante, notamment sur le logement », affirme celui qui a provisoirement hérité du dossier en l'absence de la ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal, qui visite les bases de recherche françaises en Antarctique.

L'exécutif tente également de mettre en avant son action en matière de lutte contre la précarité des étudiants. « Le gouvernement a pris à bras-le-corps le sujet », a assuré Sibeth Ndiaye mercredi, citant les mesures mises en application à la rentrée 2019 : suppression du régime de Sécurité sociale étudiante (la cotisation était de 217 euros par an), non-revalorisation des frais d'inscription à l'université, augmentation de 1,1 % du nombre de bourses attribuées sur critères sociaux, ce qui représente un effort budgétaire de 46 millions d'euros supplémentaires pour l'année 2019-2020... Reste à voir si cela suffira à calmer la grogne dans les universités.